



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/1993/NGO/6
17 juin 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1993
Genève, 28 juin-30 juillet 1993
Point 2 de l'ordre du jour provisoire
du débat de haut niveau*

SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS
LE ROLE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES DANS LA PROMOTION
DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Exposé présenté par la Confédération internationale des
syndicats libres, organisation non gouvernementale dotée
du statut consultatif auprès du Conseil économique et
social (catégorie I)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, qui est distribué
conformément aux paragraphes 23 et 24 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil
économique et social, en date du 23 mai 1968.

* * * * *

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui représente
113 millions de syndicalistes répartis entre 164 organisations syndicales
démocratiques et indépendantes dans 117 pays de par le monde, se félicite de
l'occasion qui lui est donnée d'exposer au Conseil économique et social la
manière dont elle conçoit le Sommet mondial pour le développement social et le
rôle que doit jouer le système des Nations Unies au service du développement
social.

La CISL se félicite de la décision de réunir le Sommet mondial, car elle
témoigne de la volonté de l'Assemblée générale de faire du développement social
une des grandes priorités du programme d'action de l'ONU. Au moment où
l'Organisation a engagé un processus de réforme en profondeur et où elle déploie
dans différentes régions du monde d'importantes initiatives au service du
maintien et de l'établissement de la paix, il est essentiel que son mandat
social soit réaffirmé et renforcé. Les troubles civils plongent généralement
leurs racines dans le dénuement social et dans le refus de la justice sociale.
En se saisissant résolument et efficacement de ces questions, l'ONU ne pourra
qu'ajouter une dimension essentielle à sa stratégie globale axée sur la
diplomatie préventive.

* E/1993/100.

Aussi la CISL est-elle convaincue que l'Assemblée générale a fait un choix judicieux en faisant du renforcement de la cohésion sociale, de la réduction et de l'atténuation de la pauvreté, et de la création d'emplois productifs les trois questions essentielles du Sommet. Il s'agit incontestablement de trois questions interdépendantes. Le chômage et le sous-emploi massifs sont une des causes principales de la pauvreté qui frappe un nombre alarmant et, hélas, sans cesse croissant de personnes dans le monde. De la même façon, ils sont une des causes principales de la marginalisation qui a pour effet de fragmenter et de défigurer toujours davantage les sociétés, des millions d'êtres humains se voyant ainsi refuser l'accès aux bienfaits que le développement économique et social apporte au reste de la population. Force est cependant de reconnaître aussi qu'à la suite de la détérioration des conditions d'emploi, la pauvreté et la marginalisation peuvent affecter aussi ceux qui ont un travail.

Il est intéressant de noter, même si cela n'a pas de quoi surprendre, que ces questions clefs coïncident parfaitement avec le mandat de l'Organisation internationale du Travail, qui assume en propre, dans le cadre du système des Nations Unies, des responsabilités essentielles du point de vue du travail et des questions sociales. Selon la CISL, ce fait devrait se traduire de deux façons dans la préparation, puis dans le déroulement du Sommet mondial.

En premier lieu, il est indispensable que le secrétariat du Sommet tire pleinement parti de la compétence technique que l'OIT doit à son orientation spécifique et qu'il associe donc l'Organisation à tous les aspects de son travail. Le Directeur général du BIT a indiqué clairement qu'il était disposé à détacher un de ses fonctionnaires auprès du secrétariat du Sommet pour faciliter ce genre de coopération, et que les ressources requises seront disponibles au siège pour permettre à l'OIT de jouer le rôle actif qu'on attend d'elle.

En outre, le Conseil d'administration de l'OIT a déjà constitué un groupe de travail tripartite chargé de suivre la préparation du Sommet et de fournir des orientations en ce qui concerne la contribution de l'OIT.

En second lieu, la préparation, le déroulement et le suivi du Sommet doivent pleinement traduire le principe du tripartisme, qui est le fondement même de l'OIT. Il s'agit là d'un point essentiel, et non pas seulement d'une question d'organisation. On s'accorde de plus en plus, depuis quelques années, à reconnaître qu'une démocratie efficace et une bonne gestion de la chose publique sont les conditions nécessaires, sinon suffisantes, d'un développement social réussi et durable. De la même façon, on reconnaît de plus en plus qu'une démocratie efficace requiert, outre l'organisation d'élections périodiques, la mise en place de mécanismes garantissant la participation populaire.

Les syndicats représentent généralement des mécanismes représentatifs tout indiqués pour ce type de participation, et il importe que, parallèlement aux organisations d'employeurs, ils soient associés à la prise de décisions dans le domaine social et économique au sein d'institutions tripartites appropriées. Il est certain qu'une tendance assez générale à tenir les partenaires sociaux à l'écart de ce processus explique pour une bonne part l'échec des politiques et le fait que les considérations sociales se trouvent reléguées à un rang de priorité subalterne, dans le meilleur des cas.

Il est évident que le Sommet devra s'efforcer de remédier à cet état de choses. Certains représentants des gouvernements à la session d'organisation du Comité préparatoire du Sommet ont fait état expressément de la nécessité d'associer au Sommet les organisations d'employeurs et de travailleurs, et la CISL demande instamment que les modalités concrètes d'une telle participation soient examinées de manière approfondie et en temps voulu.

L'OIT a déjà demandé aux Etats Membres d'inclure des représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs dans les délégations nationales au Sommet, et la CISL entend, pour sa part, mettre au service de sa contribution au Sommet toutes les possibilités que lui offre le statut consultatif (catégorie I) dont elle est dotée auprès du Conseil économique et social. Tout cela ne suffira cependant pas à assurer le niveau de participation tripartite requis pour faire du Sommet un plein succès. A cet égard, la CISL est convaincue de la nécessité de prendre des dispositions concrètes propres à assurer une participation active des partenaires sociaux à l'organisation du Sommet. A défaut de quoi, on risque de voir resurgir au Sommet les obstacles à la participation populaire qui ont tellement entravé le développement social dans de nombreux pays.

Aussi la CISL se félicite des assurances qui ont été données que des experts du côté des travailleurs et du côté des employeurs seraient invités à participer à la réunion préparatoire d'experts sur la question essentielle de l'emploi qui doit être convoquée en octobre par le Gouvernement suédois.

Par-delà les questions de procédure et de représentation, la CISL a évidemment à coeur que le Sommet débouche sur des résultats et des actions tangibles susceptibles d'avoir une incidence réelle et profonde sur le développement social dans le monde. De ce point de vue, la déclaration et le plan d'action qui seront adoptés au Sommet revêtent une importance essentielle. Il faut espérer que, dans son approche du Sommet, la communauté internationale saura accorder toute l'importance qu'il convient à l'interdépendance du système économique mondial, en vertu de laquelle le progrès du développement social dans une quelconque région du monde ne peut que rejaillir favorablement sur les perspectives de développement dans les autres parties du monde. Il résulte de cette convergence de la solidarité internationale et de l'intérêt bien compris que, si toutes les parties intéressées font preuve de coopération et adoptent une démarche prospective, il y a de bonnes raisons d'espérer que le Sommet ne sera pas le théâtre de conflits d'intérêts et de conceptions et qu'il débouchera sur des résultats positifs appréciables.

En ce qui la concerne, la CISL souhaite que le Sommet soit l'amorce d'un nouvel engagement au service de la coopération internationale dans la perspective du développement social. Le Sommet devrait mettre au point un pacte de solidarité mondiale assorti de l'engagement ferme de relancer le processus de développement social. Pareil engagement, si l'on veut que le Pacte ait davantage qu'une valeur symbolique, doit s'étendre au-delà du Sommet lui-même et orienter les initiatives des gouvernements et des institutions internationales dans les années à venir.

Le moment venu, la CISL présentera volontiers ses vues concernant le texte proprement dit de la déclaration et du plan d'action proposés à l'adoption du Sommet. Elle tient cependant, dès à présent, à signaler comme étant des

domaines devant retenir l'attention en priorité les processus d'ajustement structurel et de transition dans lesquels de nombreux pays sont actuellement engagés. La CISL n'a jamais cessé de souligner la nécessité d'inscrire les considérations sociales au coeur de ces processus et elle a eu lieu de regretter que les institutions financières internationales chargées de la mise au point et de l'exécution des programmes d'ajustement aient généralement omis de tenir compte de cette nécessité. Le Sommet doit permettre de redresser la barre et de remédier à ce défaut.

La CISL, qui collabore activement depuis de nombreuses années avec l'OIT, a toujours joué un rôle important dans l'établissement des normes internationales de travail et dans la surveillance de leur application. Les conventions et recommandations adoptées par l'Organisation représentent un corps de droit international d'une importance fondamentale dont l'application doit permettre de dégager les règles essentielles et universelles applicables dans le domaine social et dans les relations de travail sur lesquelles doit se fonder un processus durable de développement social à l'échelle mondiale. Le Sommet devrait consacrer à cet aspect de la question un examen approfondi.

En conclusion, la CISL se félicite de la convocation du Sommet, exprime son très vif souhait de pouvoir contribuer au succès de celui-ci par le biais d'une participation tripartite appropriée et demande instamment à toutes les parties intéressées de contribuer à ce succès qui peut avoir des conséquences vraiment positives pour les millions de personnes dans le monde entier qui vivent aujourd'hui dans le plus grand dénuement social.
